

A/PM/2023/06/012

REGLEMENTANT
LE STATIONNEMENT ET CIRCULATION
AVENUE DU 11 NOVEMBRE 1918

	<p>Le Maire de Montagnac</p> <ul style="list-style-type: none">• Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-22 , L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6.• Vu le code de la route et notamment les articles L.411-1 à L.411-7, R110-1,R110-2, R.411-8, R.411-25, R.417-3 et R.417-12.• Vu l'instruction interministérielle en cours sur la signalisation routière, livre I, quatrième, cinquième, septième et huitième parties.• Vu l'article R 610-5 du code pénal.• Vu la demande en date du 8 juin 2023, de la Société OMC DEMENAGEMENT domiciliée 3 rue des Escalettes 34660 COURNONTERRAL <p>Concernant un déménagement du n°1 Avenue du 11 Novembre 1918</p> <p>Du Lundi 26 juin au mercredi 28 juin 2023,</p> <ul style="list-style-type: none">• Considérant que le stationnement et la circulation des véhicules sur la voie publique peuvent compromettre la sécurité des usagers et la commodité de la circulation à cette occasion.• Considérant qu'il y-a lieu d'apporter des restrictions au stationnement et à la circulation à cette occasion.
ARTICLE 1	<p>Le stationnement sera interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">- Avenue du 11 Novembre 1918 <p>Du Lundi 26 juin au mercredi 28 juin 2023,</p>
ARTICLE 2	<p>La circulation sera interdite :</p> <ul style="list-style-type: none">- Avenue du 11 Novembre 1918 <p>Du Lundi 26 juin au mercredi 28 juin 2023,</p>
ARTICLE 3	<p>Un monte-meuble sera stationné devant l'entrée du local Optic 2000 et 2 camions VL de moins de 3.5 tonnes devant l'immeuble sis Avenue du 11 Novembre 1918.</p>
ARTICLE 4	<p>Des panneaux de signalisation regroupant cet arrêté seront mis en place par le pétitionnaire pour permettre l'application et le respect de cet arrêté,</p>
ARTICLE 5	<p>Monsieur Le Secrétaire Général, Messieurs les agents assermentés de la Commune, Monsieur Le Chef de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.</p>

La présente décision peut être attaquée devant le Tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de la présente notification.
Notifié le :

Fait à Montagnac, le 12/06/2023,

Le Maire
Yann LLOPIS

